

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

28 FÉVRIER 1992

PROPOSITION DE LOI

**renforçant la répression
des crimes commis sur les jeunes
et les personnes âgées
et les garanties pour la mise en
liberté d'internés
en vertu de la loi de
défensé sociale**

(Déposée par M. Duquesne)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans la triste litanie des crimes et délits dont hélas trop de femmes et d'hommes se rendent coupables, il en est qui sont, aux yeux de l'opinion publique, particulièrement odieux.

Il s'agit des agressions contre des personnes, par définition sans défense, comme les enfants et les personnes âgées.

Il suffit de feuilleter la presse de ces derniers temps pour se convaincre de l'accélération de la fréquence de ces agressions :

— Christophe, 4 ans 1/2, est battu à mort par le concubin de sa mère : faits commis le 25 juin 1984;

— massacre d'une octogénaire pour lui voler ses économies (2000 francs) : faits commis en août 1987;

— Jessica, 5 ans, battue à mort par le concubin de sa mère : faits commis le 4 octobre 1988;

(*) Première session de la législature n° 48.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

28 FEBRUARI 1992

WETSVOORSTEL

**tot verzwaring van de straffen
voor misdrijven tegen jongeren en
bejaarden en tot invoering van
strengere voorwaarden voor de
invrijheidstelling van personen die
geïnterneerd zijn krachtens de wet
tot bescherming van de maatschappij**

(Ingediend door de heer Duquesne)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Bij de lange en droevige lijst misdaden en wanbedrijven waaraan helaas al te veel mannen en vrouwen zich schuldig maken, zijn er die door de publieke opinie als bijzonder hatelijk worden ervaren.

Het gaat om geweldpleging op volstrekt weerloze personen, zoals kinderen en bejaarden.

Het volstaat de persberichten van de jongste jaren door te nemen om vast te stellen dat dergelijke gevallen van geweldpleging steeds vaker voorkomen :

— Christophe, 4 1/2 jaar oud, wordt doodgeslagen door de vriend van zijn moeder : feiten gepleegd op 25 juni 1984;

— een 80-jarige wordt afgemaakt en van haar spaargeld (2000 frank) beroofd : feiten gepleegd in augustus 1987;

— Jessica, 5 jaar oud, wordt doodgeslagen door de vriend van haar moeder : feiten gepleegd op 4 oktober 1988;

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

- Jonathan, 8 mois, est battu par son père à Jumet (information de presse du 1^{er} octobre 1988);
- viol d'une fillette de 11 ans (information dans la presse des 15 et 16 octobre 1988);
- Stéphanie, 2 ans, est tuée à Châtelet par l'amant de sa mère : faits commis le 18 octobre 1988;
- Miguel, 2 mois, meurt le crâne fracturé par son père : faits commis le 20 octobre 1988;
- séquestration d'un jeune handicapé de 16 ans (information dans la presse des 22 et 23 octobre 1988);
- à Berchem, une fillette est brûlée et blessée (information de presse du 25 octobre 1988);
- un nouveau-né est tué à coups de marteau (information de presse du 8 novembre 1988).

*
* *

Certes, renforcer les peines ne constitue jamais une garantie de diminution des infractions. Mais il faut reconnaître que les systèmes de prévention mis au point, si développés soient-ils, n'ont pas permis à eux seuls de réduire cette criminalité.

De surcroît, on peut à juste titre s'interroger sur le point de savoir si les systèmes d'adoucissement des sanctions, prévus par notre législation, doivent s'appliquer aux agressions volontaires commises sur des enfants ou des personnes âgées.

Quel argument peut conduire à refuser à ces actes le caractère de crime pour les banaliser en simple infraction correctionnelle ?

Comment un viol de mineur, l'organisation de débauche d'enfants, l'agression violente commise contre une personne âgée pour la voler, comment ces faits pourraient-ils être considérés comme des actes dont l'appréciation et la sanction échapperaient à un jury d'assises ?

Comment admettre que les auteurs de crimes particulièrement odieux parce que commis sur des jeunes ou des personnes âgées se retrouvent libres très rapidement, par application des dispositions de la loi relative à la libération conditionnelle ?

Dans les sociétés aussi évoluées que les nôtres, il convient de garder l'équilibre dans le jugement que l'on porte sur un acte criminel. Mais l'équilibre, c'est notamment de se rappeler que si le coupable doit faire l'objet d'un examen précis de ses motivations et des conditions dans lesquelles il a posé son acte criminel, la victime, elle, a perdu son intégrité physique ou morale, ou même sa vie, et qu'il existe des cas où cette agression contre l'intégrité physique ou morale est particulièrement monstrueuse.

L'objet de la présente proposition de loi est précisément de réprimer davantage que ce ne l'est actuellement les actes criminels commis contre les jeunes et les personnes âgées.

- Jonathan, 8 maanden oud, wordt geslagen door zijn vader te Jumet (persbericht van 1 oktober 1988);
- verkrachting van een meisje van 11 jaar (persberichten van 15 en 16 oktober 1988);
- Stéphanie, 2 jaar oud, wordt gedood te Châtelet door de minnaar van haar moeder : feiten gepleegd op 18 oktober 1988;
- Miguel, 2 maanden oud, overlijdt nadat zijn vader hem de schedel heeft ingeslagen : feiten gepleegd op 20 oktober 1988;
- jonge gehandicapte van 16 jaar wordt opgesloten gehouden (persberichten van 22 en 23 oktober 1988);
- te Berchem worden aan een meisje brandwonden en andere verwondingen toegebracht (persbericht van 25 oktober 1988);
- een pasgeborene wordt met hamerslagen gedood (persbericht van 8 november 1988).

*
* *

Strafverzwaring garandeert weliswaar niet dat het aantal misdrijven zal afnemen. Maar men moet erkennen dat de bestaande preventieve maatregelen, hoe uitgebreid ook, niet tot een vermindering van die criminaliteit hebben geleid.

Men kan zich bovendien terecht afvragen of de wettelijke voorzieningen voor strafverlichting ook moeten gelden bij opzettelijke geweldpleging op kinderen of bejaarden.

Op grond van welk argument worden die feiten niet meer als misdaden, maar als gewone wanbedrijven beschouwd ?

Hoe kunnen de verkrachting van een minderjarige, het organiseren van ontucht met kinderen, het gewelddadig overvallen van bejaarden met het doel ze te bestelen, beschouwd worden als daden waarvan de beoordeling en de bestraffing worden onttrokken aan een assisen-jury ?

Waarom moet worden geduld dat personen die bijzonder hatelijke misdaden begaan op jongeren of bejaarden, zeer snel op vrije voeten komen met toepassing van de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling ?

In een ontwikkelde samenleving als de onze moet worden gestreefd naar een evenwichtige beoordeling van strafbare feiten. Er moet dus een grondig onderzoek worden ingesteld naar de motieven van de dader en de omstandigheden waarin hij zijn daad heeft gesteld, maar precies omwille van het evenwicht mag men niet vergeten dat het slachtoffer fysiek of geestelijk heeft geleden of zelfs het leven heeft verloren, en dat de agressie die het fysieke of geestelijke lijden heeft veroorzaakt, in sommige gevallen monsterachtige proporties aanneemt.

Het doel van dit voorstel is dan ook misdrijven tegen jongeren en bejaarden strenger te bestraffen dan nu het geval is.

Elle n'augmente pas le tarif des peines mais supprime, pour certaines catégories de crimes, les possibilités laissées par les lois pénales, d'adoucissement des peines prévues, par le biais de la correctionnalisation, ou de la libération conditionnelle.

Le législateur a voulu que les crimes les plus graves soient jugés par la cour d'assises. La présente proposition a pour objectif qu'il en soit effectivement ainsi. La loi sur les circonstances atténuantes l'a déjà fait pour certains crimes qu'il n'est pas possible de correctionnaliser au niveau d'une juridiction d'instruction, comme par exemple certains faits de terrorisme.

Il s'agit ici de compléter cette liste d'infractions graves. Il n'est pas question d'exprimer la moindre méfiance à l'égard des juridictions d'instruction, mais, conformément à l'esprit de la loi, de réserver effectivement au jury populaire le soin de statuer dans des affaires qui heurtent profondément l'opinion.

Il n'est pas question non plus d'empêcher la cour d'assises d'estimer souverainement que dans une affaire il existe bel et bien des circonstances atténuantes ou des raisons de prononcer une mesure d'internement.

La présente proposition prévoit également de modifier la loi de défense sociale aux termes de laquelle une simple commission composée de trois membres, un magistrat effectif ou honoraire, un avocat et un médecin, permet de considérer que l'état mental d'un interné est suffisamment amélioré et que par conséquent, il doit être remis en liberté.

Il s'agit d'une mesure générale. En effet, ceux qui sont soumis à une mesure d'internement le sont en raison soit d'un état de démence soit d'un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale les rendant incapables du contrôle de leurs actions. Ils présentent donc du point de vue de la sécurité publique un danger tout particulier en raison de leur irresponsabilité. La médecine psychiatrique et psychologique ne permettant pas dans l'état actuel du développement de la science de poser un diagnostic exempt de tout risque d'erreur, une prudence toute particulière s'impose. L'expérience a d'ailleurs malheureusement prouvé que des erreurs d'appréciation étaient commises, entraînant des récidives avec mort d'homme et justifiant de nouveaux internements. En la matière, il n'est d'ailleurs pas rare que des experts se contredisent au moment de l'instruction de la demande de remise en liberté, comme ils se contredisent parfois au moment de l'examen de la demande d'internement.

Le comportement de ceux qui ont été internés est d'autant plus dangereux socialement que, par définition, il est irrationnel et imprévisible. Ceux-là peuvent tuer, violer, agresser, en général commettre des actes délictueux sans raison, simplement parce qu'ils sont incapables du contrôle de leurs actions. Internés parce qu'ils ont agi ainsi, il n'est pas raisonnable de les remettre en liberté en prenant le risque de la

De strafmaat wordt niet verhoogd, maar voor bepaalde soorten misdaden worden de door de strafwet geboden mogelijkheden tot strafverlichting — via de verwijzing naar de correctionele rechtbank — of tot voorwaardelijke invrijheidstelling afgeschaft.

Het was de wens van de wetgever dat de zwaarste misdaden door het hof van assisen worden beoordeeld. Het doel van dit voorstel is te zorgen dat dit ook gebeurt. De wet op de verzachtende omstandigheden bepaalt reeds dat het voor bepaalde misdaden, bijvoorbeeld voor bepaalde terreurdaden, niet mogelijk is dat een zaak door het onderzoeksgerecht naar de correctionele rechtbank wordt verwezen.

De lijst van zware misdrijven moet dus worden aangevuld. Het is niet de bedoeling blijk te geven van ook maar het geringste wantrouwen jegens de onderzoeksgerechten, maar overeenkomstig de geest van de wet, moet aan een jury van burgers het alleenrecht worden verleend uitspraak te doen over zaken die de gemoederen zwaar hebben geschokt.

Het is evenmin de bedoeling het hof van assisen te beletten in een zaak eigenmachtig te beslissen dat er verzachtende omstandigheden bestaan of gronden om de internering te gelasten.

Dit voorstel beoogt tevens een wijziging van de wet tot bescherming van de maatschappij, volgens welke een gewone commissie bestaande uit drie leden, namelijk een werkend of een eremagistraat, een advocaat en een geneesheer, kan beslissen dat de geestestoestand van een geïnterneerde voldoende is verbeterd en dat hij bijgevolg in vrijheid moet worden gesteld.

Het gaat om een algemene maatregel. Iemand wordt geïnterneerd omdat hij verkeert in een staat van krankzinnigheid, in een ernstige staat van geestesstoornis of van zwakzinnigheid die hem ongeschikt maakt tot het controleren van zijn daden. Hij vormt dus wegens zijn onverantwoordelijkheid een gevaar voor de openbare veiligheid. Aangezien in de huidige stand van de psychiatrische en psychologische wetenschap vergissingen in de diagnose mogelijk zijn, is grote voorzichtigheid geboden. Jammer genoeg is in de praktijk gebleken dat beoordelingsfouten werden gemaakt, die tot recidive met verlies van mensenlevens hebben geleid, zodat een nieuwe internering noodzakelijk was. Het gebeurt trouwens niet zelden dat experts elkaar tegenspreken bij de behandeling van het verzoek tot invrijheidstelling, zoals dat ook het geval is bij de behandeling van het verzoek tot internering.

Het gedrag van degenen die worden geïnterneerd vormt een gevaar voor de maatschappij omdat het per definitie irrationeel en onvoorspelbaar is. Zij kunnen iemand doden, verkrachten, overvallen of andere misdaden plegen, gewoon omdat zij niet in staat zijn hun daden onder controle te houden. Aangezien zij precies daarom geïnterneerd werden, is het niet redelijk henn zonder bijzonder strenge voor-

récidive, sans prendre des précautions toutes particulières. Ceci est vrai quelle que soit la nature de l'infraction mais bien sûr, cela se justifie encore plus pour les crimes les plus odieux, qui risquent de se répéter.

Il s'impose donc de s'entourer pour l'examen des demandes de mise en liberté, d'un maximum de garanties et en tous cas d'autant de garanties que lors de l'examen judiciaire d'affaires graves. C'est pourquoi nous proposons de modifier la composition des commissions de défense sociale en prévoyant outre un avocat et un médecin, trois magistrats effectifs au lieu d'un magistrat effectif ou honoraire comme actuellement.

Il convient certes d'être attentif aux droits de « l'inculpé » mais aussi aux exigences de la sécurité publique. Les magistrats professionnels sont les mieux placés pour atteindre cet équilibre en raison de leur formation et de leur expérience quotidienne de l'instruction d'une affaire et du débat contradictoire. Il est donc tout à fait justifié de renforcer leur influence dans les commissions de défense sociale, tant en première instance qu'en appel.

Pour les crimes particulièrement odieux visés à l'article 1^{er} de la présente proposition, il est prévu de supprimer la possibilité actuellement offerte par l'article 7 de la loi de défense sociale du 1^{er} juillet 1964 aux juridictions d'instruction de prononcer une mesure d'internement dans de tels cas.

En effet, en raison de la gravité de ce type d'affaires, il s'indique qu'elles soient examinées dans leur globalité par la cour d'assises et qu'il soit réservé au jury populaire le soin de dire si l'accusé se trouve dans un des cas d'irresponsabilité justifiant une mesure d'internement. C'est justement dans ce type d'affaires qu'on invoque le plus volontiers la folie, tant les faits sont monstrueux. Par ailleurs en raison de la gravité des faits, il s'impose du point de vue de la sécurité publique de bien apprécier la portée d'une mesure d'internement par nature révocable à tout instant avec tous les risques inhérents à une telle décision. Dans ces conditions, un débat public sur cette question se justifie pleinement avec toutes les précautions prises dans le débat contradictoire qui se déroule devant une cour d'assises et en laissant le dernier mot au jury populaire qui apprécie en son âme et conscience.

*
* *

La présente proposition de loi s'articule donc autour de trois axes.

1. Le premier est relatif à la modification de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

Cette loi permet à la juridiction d'instruction, le renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel

zorgsmaatregelen, in vrijheid te stellen met het gevaar dat zij in herhaling vallen. Dat geldt weliswaar voor alle misdrijven ongeacht de aard ervan, maar des te meer voor bijzonder hatelijke misdaden waarbij er een risico op herhaling bestaat.

Het is dus nodig dat bij de behandeling van de verzoeken tot invrijheidstelling wordt voorzien in zoveel mogelijk waarborgen, of althans in evenveel waarborgen als bij het gerechtelijk onderzoek van ernstige zaken. Daarom stellen wij voor de samenstelling van de commissies tot bescherming van de maatschappij te wijzigen en te bepalen dat, naast een advocaat en een geneesheer, drie werkende magistraten deel moeten uitmaken van de commissie in plaats van één werkend of eremagistraat, zoals nu het geval is.

Er moet inderdaad aandacht worden besteed zowel aan de rechten van de « verdachte » als aan de eisen inzake de openbare veiligheid. De beroepsmagistraten zijn de aangewezen personen om dat evenwicht te bereiken, wegens hun opleiding en hun dagelijkse ervaring met het gerechtelijk onderzoek en het debat op tegenspraak. Het is dus volkomen verantwoord dat zij meer invloed krijgen in de commissies tot bescherming van de maatschappij, zowel in eerste aanleg als in beroep.

Voor de bijzonder hatelijke misdaden bedoeld in artikel 1 van dit voorstel, wordt de mogelijkheid geschrapt die door artikel 7 van de wet tot bescherming van de maatschappij van 1 juli 1964 aan de onderzoeksgerechten wordt geboden om in dergelijke gevallen de internering te gelasten.

Wegens de ernst van dat soort zaken is het immers aangewezen dat ze in hun geheel door het hof van assisen worden onderzocht en dat het aan een jury van burgers wordt overgelaten om te oordelen of de beschuldigde zich in een van de gevallen van onverantwoordelijkheid bevindt die internering verantwoord maken. Het is precies in zaken waarin erg gruwelijke feiten zijn gepleegd dat al te gemakkelijk waanzin als excuus wordt aangevoerd. Wegens de ernst van de feiten is het uit een oogpunt van openbare veiligheid dus nodig de implicaties te onderzoeken van een interneringsmaatregel, die uiteraard te allen tijde kan worden herroepen met alle risico's van dien. Zo bekeken is een openbaar debat over dat vraagstuk ten volle verantwoord, met alle voorzorgsmaatregelen die worden genomen bij een debat op tegenspraak, dat verloopt voor een hof van assisen waar de jury van burgers, die oordeelt in eer en geweten, het laatste woord krijgt.

*
* *

Dit voorstel heeft drie doelstellingen.

1. De eerste betreft de wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden.

Die wet geeft het onderzoeksgerecht de mogelijkheid de verdachte te verwijzen naar de correctionele

au lieu de la cour d'assises, dans tous les cas sauf ceux qui sont prévus à l'article 2 de cette loi.

Il nous paraît que cette liste de cas où il ne peut y avoir correctionnalisation doit être étendue à des crimes commis contre les jeunes et les personnes âgées et qui sont :

- l'enlèvement de mineurs de moins de 16 ans;
- l'attentat à la pudeur ou le viol sur un mineur de moins de 16 ans;
- la corruption et la débauche d'un mineur de moins de 16 ans;
- les coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner lorsque la victime est âgée de moins de 16 ans ou de plus de 65 ans;
- les coups et blessures volontaires commis avec préméditation et ayant entraîné soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave lorsque la victime est âgée de moins de 16 ans ou de plus de 65 ans;
- les infractions commises à l'égard des jeunes de moins de 16 ans dans le cadre des dispositions légales relatives au trafic de drogue;
- les prises d'otage, même lorsque celles-ci n'ont causé aux otages que l'incapacité permanente physique ou psychique, lorsque sont en question des jeunes de moins de 16 ans ou des personnes âgées de plus de 65 ans;
- les vols commis à l'aide de violences ou menaces, même si les violences ou les menaces n'ont eu pour la victime d'autres suites que l'incapacité permanente physique ou psychique lorsque la victime est une personne âgée de plus de 65 ans.

2. Le deuxième axe est la modification de la loi du 31 mai 1888 sur la libération conditionnelle.

Il ne paraît pas souhaitable que les auteurs de crimes particulièrement monstrueux, qui sont énumérés dans la présente proposition de loi, puissent sortir de prison en ayant purgé seulement un tiers de leur peine, comme le prévoit actuellement la loi sur la libération conditionnelle.

La présente proposition ne permet la libération conditionnelle pour les crimes visés à son article 1^{er} et indiqués ci-dessus, qu'après qu'ont été purgés les deux-trois de la peine, ou les trois-quarts s'il y a récidive.

En ce qui concerne les condamnés à perpétuité qui, aux termes de la loi sur la libération conditionnelle, peuvent être remis en liberté après 10 ans, la proposition de loi propose de fixer le délai à 20 ans pour les crimes qui sont l'objet de cette proposition ou à 25 ans s'il y a récidive.

3. Le troisième axe de la présente proposition est la modification de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense

rechtbank in plaats van naar het hof van assisen, maar enkel in de gevallen bepaald in artikel 2 van de wet.

Wij zijn van oordeel dat de lijst van de gevallen waarin verwijzing naar de correctionele rechtbank niet mogelijk is, moet worden aangevuld met sommige misdaden tegen jongeren en bejaarden, namelijk :

- ontvoering van minderjarigen van minder dan 16 jaar;
- aanranding van de eerbaarheid of verkrachting van een minderjarige van minder dan 16 jaar;
- bederf van of ontucht met een minderjarige van minder dan 16 jaar;
- opzettelijke slagen en verwondingen die, zonder het oogmerk om te doden, toch de dood veroorzaken wanneer het slachtoffer minder dan 16 jaar of meer dan 65 jaar oud is;
- opzettelijke slagen en verwondingen toegebracht met voorbedachten rade die, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge hebben, wanneer het slachtoffer minder dan 16 jaar of meer dan 65 jaar oud is;
- misdrijven tegen jongeren van minder dan 16 jaar in het kader van de wettelijke bepalingen inzake het verhandelen van drugs;
- gijzeling, zelfs wanneer zij voor de gijzelaars geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, wanneer het gaat om jongeren van minder dan 16 jaar of om personen ouder dan 65 jaar;
- diefstal met geweld of bedreiging, zelfs wanneer het geweld of de bedreiging voor het slachtoffer geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid, wanneer het slachtoffer ouder is dan 65 jaar.

2. De tweede doelstelling is de wijziging van de wet van 31 mei 1888 op de voorwaardelijke invrijheidstelling.

Het lijkt niet wenselijk dat de personen die zich schuldig maken aan de bijzonder gruwelijke misdaden die in dit wetsvoorstel worden opgesomd, uit de gevangenis kunnen worden ontslagen, nadat zij een derde van hun straf hebben uitgezeten, zoals dat volgens de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling thans mogelijk is.

Met dit voorstel wordt, voor de in artikel 1 omschreven misdaden, de voorwaardelijke invrijheidstelling pas mogelijk nadat de veroordeelde twee derde van zijn straf heeft uitgezeten, of drie vierde in geval van herhaling.

Wat de tot levenslang veroordeelden betreft die, luidens de wet op de voorwaardelijke invrijheidstelling, na tien jaar in vrijheid kunnen worden gesteld, wil dit wetsvoorstel de termijn op twintig jaar brengen voor de hier bedoelde misdaden of op vijftien jaar in geval van herhaling.

3. De derde doelstelling van dit voorstel is de wijziging van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming

sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude.

Aux termes des dispositions actuelles de la loi, les accusés internés pour déséquilibre mental ou débilité mentale peuvent être mis en liberté en tout temps par simple décision d'une commission composée de trois membres : un magistrat effectif ou honoraire, un avocat et un médecin.

Il nous paraît que, dans tous les cas, cette commission, qui joue un rôle essentiel, devrait être renforcée par une présence plus importante de magistrats effectifs.

La libération d'un interné accusé de crime est chose trop sérieuse pour que la décision ne soit pas prise sur des éléments dont l'appréciation pourrait, compte tenu de la composition actuelle de la commission, être trop hâtive ou insuffisamment approfondie ou sans tenir compte suffisamment des exigences de la sécurité publique. Un délinquant interné et libéré avant guérison peut constituer — on l'a vu parfois hélas — un grand danger pour la société.

C'est la raison pour laquelle nous proposons que la commission soit composée de cinq membres dont trois magistrats effectifs.

La commission supérieure de défense sociale est renforcée de la même manière.

Enfin, il faut éviter les demandes de mise en liberté « à répétition ».

La loi actuelle dispose que la demande peut être réintroduite tous les six mois.

Les conditions qui ont amené les juridictions à déclarer qu'un accusé était en état de démence et de déséquilibre mental au moment du crime ou du délit qu'il a commis, peuvent-elles changer tous les six mois ?

Il est plutôt permis de croire que les demandes répétées n'ont d'autre but que de lasser la commission et d'obtenir peut-être une libération qui n'est pas vraiment motivée par l'amélioration de l'état mental de l'interné.

*
* *

Agression physique sur les jeunes ou les personnes âgées, viol, corruption, incitation à la prise de drogue, tout cela révolte l'opinion.

Il faut, certes, poursuivre les efforts de formation et d'éducation. Mais il faut être sans pitié pour ceux qui ajoutent à l'horreur du crime, la lâcheté de s'attaquer à des êtres sans défense.

A. DUQUESNE

van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers.

Luidens de huidige bepalingen van die wet kunnen de beschuldigten die geïnterneerd worden wegens geestesstoornis of zwakzinnigheid te allen tijde in vrijheid worden gesteld bij een gewone beslissing van een commissie samengesteld uit drie leden : een werkend of een eremagistraat, een advocaat en een geneesheer.

Wij zijn van oordeel dat in die commissie, die een essentiële rol speelt, hoe dan ook meer werkende magistraten zitting moeten hebben.

De invrijheidstelling van een geïnterneerde die van een misdaad is beschuldigd, is een te ernstige zaak opdat de beslissing erover wordt genomen op grond van elementen waarvan de beoordeling, gelet op de huidige samenstelling van de commissie, wel eens te snel of niet grondig genoeg zou kunnen gebeuren of zonder voldoende rekening te houden met de eisen inzake openbare veiligheid. Een geïnterneerde misdadiger die in vrijheid wordt gesteld voordat hij genezen is, kan een groot gevaar vormen voor de maatschappij, zoals helaas reeds is gebleken.

Daarom stellen wij voor dat de commissie samengesteld zou zijn uit vijf leden, onder wie drie werkende magistraten.

De hoge commissie tot bescherming van de maatschappij wordt op dezelfde manier uitgebreid.

Ten slotte moeten de stelselmatig hernieuwde verzoeken tot invrijheidstelling worden vermeden.

De huidige wet bepaalt dat het verzoek om de zes maanden opnieuw kan worden ingediend.

Het is toch niet denkbaar dat de omstandigheden die een rechtscollege ertoe hebben gebracht te verklaren dat een beschuldigde in staat van krankzinnigheid of geestesstoornis was op het ogenblik dat hij de misdaad of het wanbedrijf heeft gepleegd, om de zes maanden kunnen veranderen.

Men zou eerder geneigd zijn te denken dat de herhaalde aanvragen tot invrijheidstelling geen ander doel hebben dan de commissie murw te krijgen, zodat die misschien besluit tot een invrijheidstelling die niet echt gegrond is op de verbetering van de geestestoestand van de geïnterneerde.

*
* *

Lichamelijke geweldpleging op jongeren of bejaarden, verkrachting, bederf, aanzetten tot druggebruik, zijn zaken die de publieke opinie in beroering brengen.

De inspanningen inzake vorming en opvoeding moeten zeker worden voortgezet. Maar men mag geen medelijden hebben met degenen die niet alleen een gruwelijke misdaad begaan, maar bovendien zo laf zijn zich te vergrijpen aan weerloze mensen.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

Il est inséré dans la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, un article *2bis* rédigé comme suit :

« Art. *2bis*. — § 1^{er}. Par dérogation à l'article 2, alinéa 2, 2° et 3°, le renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel ne peut être ordonné lorsque la victime de l'incapacité permanente physique ou psychique est âgée de moins de 16 ans accomplis ou de plus de 65 ans.

§ 2. Par dérogation à l'article 2, alinéa 2, 1°, le renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel ne peut être ordonné :

1° en cas d'enlèvement de mineur de moins de 16 ans;

2° en cas d'attentat à la pudeur ou de viol sur la personne d'un mineur de moins de 16 ans;

3° en cas de corruption ou de débauche d'un mineur de moins de 16 ans;

4° en cas de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner lorsque la victime est âgée de moins de 16 ans ou de plus de 65 ans;

5° en cas de coups et blessures volontaires commis avec préméditation et ayant entraîné soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave, lorsque la victime est âgée de moins de 16 ans ou de plus de 65 ans.

§ 3. Par dérogation à l'article 2, alinéa 2, 1°, le renvoi de l'inculpé devant le tribunal correctionnel ne peut être ordonné en cas d'infractions visées à l'article *2bis*, §§ 3 et 4, de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques. »

Art. 2

L'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la libération conditionnelle ne pourra intervenir que lorsque les condamnés auront accompli les deux tiers de leur peine si la condamnation a été prononcée du chef d'une des infractions visées à l'article *2bis* de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, ou les trois quarts s'il y a récidive. Les condamnés à perpétuité du chef de l'une de ces infractions ne pourront être mis en liberté que lorsque la durée de l'incarcération

WETSVOORSTEL

Artikel 1

In de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidende als volgt :

« Art. *2bis*. — § 1. In afwijking van artikel 2, tweede lid, 2° en 3°, mag de verwijzing van de verdachte naar de correctionele rechtbank niet worden bevolen wanneer het slachtoffer van de blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid jonger is dan 16 jaar of ouder dan 65 jaar.

§ 2. In afwijking van artikel 2, tweede lid, 1°, mag de verwijzing van de verdachte naar de correctionele rechtbank niet worden bevolen :

1° bij ontvoering van een minderjarige die jonger is dan 16 jaar;

2° bij aanranding van de eerbaarheid of verkrachting gepleegd op de persoon van een minderjarige die jonger is dan 16 jaar;

3° bij bederf van of ontucht met een minderjarige die jonger is dan 16 jaar;

4° bij opzettelijk toebrengen van slagen en verwondingen die, zonder het oogmerk om te doden, toch de dood veroorzaken wanneer het slachtoffer jonger is dan 16 jaar of ouder dan 65 jaar;

5° bij opzettelijk toebrengen van slagen en verwondingen met voorbedachten rade die, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge hebben, wanneer het slachtoffer jonger is dan 16 jaar of ouder dan 65 jaar.

§ 3. In afwijking van artikel 2, tweede lid, 1°, mag de verwijzing van de verdachte naar de correctionele rechtbank niet worden bevolen bij misdrijven bedoeld in artikel *2bis*, §§ 3 en 4, van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica. »

Art. 2

Artikel 1 van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Indien de veroordeling werd uitgesproken wegens een van de misdrijven bedoeld in artikel *2bis* van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, kunnen de veroordeelden, in afwijking van het eerste lid, eerst voorwaardelijk in vrijheid worden gesteld nadat zij twee derde van hun straf hebben ondergaan of drie vierde in geval van herhaling. De veroordeelden die wegens een van die misdrijven een levenslange straf ondergaan, kunnen

déjà subie par eux dépassera vingt ans ou, s'il y a récidive légale, vingt-cinq ans. »

Art. 3

Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 1^{er} juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude, les mots « ou encore d'une des infractions visées à l'article 2bis de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes » sont insérés entre les mots « de presse », et les mots « et les juridictions ».

Art. 4

A l'article 12 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les commissions de défense sociale sont composées de cinq membres : trois magistrats effectifs dont l'un fait fonction de président de la commission, un avocat et un médecin »;

2° La première phrase de l'alinéa 4 est remplacée par ce qui suit :

« Le président et les autres magistrats membres de la commission, ainsi que leurs suppléants, sont désignés par le premier président de la cour d'appel. »

Art. 5

A l'article 13 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« Il est institué également une commission supérieure de défense sociale composée de cinq membres : trois magistrats effectifs de la cour de cassation ou d'une cour d'appel, dont l'un fait fonction de président, un avocat et le médecin directeur du service d'anthropologie pénitentiaire. »

2° La première phrase de l'alinéa 3 est remplacée par ce qui suit :

« Le président et les autres magistrats, ainsi que leurs suppléants, sont désignés par le premier président de la Cour de Cassation. »

Art. 6

Dans l'article 16, alinéa 7, de la même loi, le mot « trois » est remplacé par le mot « cinq ».

eerst in vrijheid gesteld worden nadat zij meer dan twintig jaar gevangen hebben gezeten of meer dan vijfentwintig jaar in geval van wettelijke herhaling. »

Art. 3

In het eerste lid van artikel 7 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers, worden tussen het woord « persdelict » en het woord « betreft » ingevoegd de woorden « of een van de misdrijven bedoeld in artikel 2bis van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden. »

Art. 4

In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het tweede lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De commissies tot bescherming van de maatschappij bestaan uit vijf leden : drie werkende magistraten van wie er een het voorzitterschap van de commissie waarneemt, een advocaat en een geneesheer »;

2° De eerste volzin van het vierde lid wordt vervangen door wat volgt :

« De voorzitter en de andere magistraten die lid zijn van de commissie evenals hun plaatsvervangers worden aangewezen door de eerste voorzitter van het hof van beroep. »

Art. 5

In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Er wordt ook een hoge commissie tot bescherming van de maatschappij ingesteld, die bestaat uit vijf leden : drie werkende magistraten van het Hof van Cassatie of van een hof van beroep van wie er een het voorzitterschap waarneemt, een advocaat en de geneesheer-directeur van de antropologische dienst bij de straffenrichting. »

2° De eerste volzin van het derde lid wordt vervangen door wat volgt :

« De voorzitter en de andere magistraten evenals hun plaatsvervangers worden aangewezen door de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie. »

Art. 6

In het zevende lid van artikel 16 van dezelfde wet wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vijf ».

Art. 7

A l'article 18 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, *in fine*, les mots « délai de six mois » sont remplacés par les mots « délai d'une année ».

2° L'alinéa 2 est abrogé.

Art. 8

A l'article 19 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La décision de mise en liberté ne devient exécutoire qu'après trente jours à dater du prononcé. »

2° A l'alinéa 2, les mots « celui-ci » sont remplacés par les mots « le procureur du Roi ».

7 février 1992.

A. DUQUESNE

Art. 7

In artikel 18 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, *in fine*, worden de woorden « termijn van zes maanden » vervangen door de woorden « termijn van een jaar ».

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 8

In artikel 19 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De beslissing tot invrijheidstelling wordt eerst uitvoerbaar dertig dagen nadat zij gewezen is. »

2° in het tweede lid wordt het woord « Deze » vervangen door de woorden « De procureur des Konings ».

7 februari 1992.